



Coordination contre l'exclusion et la xénophobie

Case postale 182 • 1211 Genève 7 • CCP 17-78082-7 • info@stopexclusion.ch

Communiqué de presse – 26 septembre 2012

Le projet de Constitution oublie les résidents étrangers

Constituée en novembre 2005, à Genève, pour assurer le lancement de la campagne contre les lois sur l'asile (LAsi) et sur les étrangers (LEtr), la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie (StopExclusion) lutte depuis cette première campagne contre toute forme d'exclusion et promeut une Genève accueillante qui ne stigmatise pas les étrangers. StopExclusion regroupe un large éventail de membres qui dépasse le clivage classique entre la gauche et la droite en vue de mener ensemble le combat contre l'exclusion et la xénophobie.

Alors que le projet de Constitution sera voté le 14 octobre, StopExclusion tient à exprimer sa très vive déception face à l'absence d'avancée concernant les droits politiques des étrangers, puisque le projet s'en tient au *statu quo*, avec le seul et minime droit de vote au niveau communal. Ainsi, les personnes de nationalité étrangère qui résident légalement sur le territoire depuis des années demeurent encore et toujours privées du droit d'éligibilité sur le plan communal ainsi que du droit de vote et d'éligibilité sur le plan cantonal, ce que demandent depuis des décennies de nombreuses organisations concernées.

C'est ainsi plus de 40% de la population genevoise qui reste exclue de la vie politique et de la prise de décisions qui affectent pourtant leur vie quotidienne. Il s'agit d'une forme d'exclusion qui se voit maintenue et consacrée dans le texte supposé porter les valeurs essentielles qui gouverneront Genève pour les décennies, voire les siècles à venir. Si le projet est accepté par le peuple, Genève restera ainsi à la traîne des cantons romands.

Le projet de Constitution ne favorise ainsi nullement l'intégration des étrangers, qui représente l'un des objectifs principaux que StopExclusion poursuit.

Aussi, StopExclusion ne peut que regretter le *statu quo* quant à la *quasi* absence de droits politiques des étrangers et déplore que le projet de Constitution soit exempt de progrès afin de favoriser l'intégration des étrangers et d'améliorer le vivre ensemble à Genève.

Cependant, dans la mesure où l'objet de ses préoccupations est limité à la problématique des immigrés et des réfugiés, StopExclusion n'a pas vocation à se prononcer pour ou contre le projet soumis à votation et n'entend pas donner de consigne de vote à ses membres.

Contact : Marc Morel, co-président
078 817 69 86

ACOR SOS-Racisme • ADETRA • AGORA • ALCIP • Amnesty-GE • ATTAC-GE • Camarada • Caritas-GE • CCSI • CETIM • CGAS (les syndicats de GE) • Collectif des trav. sans statut légal • Collectif soutien aux sans-papiers • Communautés chrétiennes de base • Coordination asile.ge • CODAP • COTMEC • CSP • CUAE • Églises genevoises cath. chrétienne, cath. romaine et protestante • Elisa-Asile • Féd. gen. de coopération • GARAS • Groupe quaker GE • Les Communistes • Les Verts • LSDH • Mouv. coop. int. • OSEO GE • PDC GE • PDC Ville GE • PdT • PSG • PS Ville GE • PS Meyrin • Scribes pour l'asile • Solidarité Bosnie • SolidaritéS • SSI • SSP/VPOD • Syna (Travail.Suisse) GE • Syndicat SIT • TdH Suisse • UNIA • United Black Sheep • Univ. pop. albanaise • Vivre Ensemble • Zanco